

Sujet 2002

On entend beaucoup parler depuis quelques années, des programmes d'action axés sur la lutte contre la pauvreté en Afrique.

Après avoir expliqué ce qu'est la pauvreté, à votre avis, indiquer quelques actions pratiques qui pourront être menées pour réduire la pauvreté dans la société camerounaise.

INTRODUCTION

L'Afrique post coloniale a connu deux décennies plutôt piteuses : les années 70 et 90, et entre dans le XXI^{ème} siècle avec un endettement considérable. Le cours déprimé des matières premières constitue un handicap majeur. L'Afrique au début du 3^{ème} millénaire cumule de biens tristes records : famine à répétition, explosion des conflits armés, réfugiés par dizaines de millions, le SIDA en progression exponentielle... La situation du Cameroun en est une illustration, car il occupe la 134^{ème} place des peuples les plus pauvres du monde en 1992. Son taux de population privée d'accès à l'eau potable était de 46% entre 1990 et 1998 ; entre 81 et 91,85% sont privés de services de santé. Par ailleurs, la pauvreté touchait 80,5% de la population totale en 1996. le revenu annuel dans les ménages les plus pauvres équivalait à 63000 F par mois (moins d'un dollar par jour). En 1998, l'endettement total du Cameroun était de 5000 milliards de francs CFA (3 900 milliards de dette extérieure et 100 milliards de dette intérieure). Le constat que nous faisons est que le Cameroun se trouve dans une situation de pauvreté. S'il faut se poser une question, c'est celle de savoir si la pauvreté est une situation enviable pour un pays comme le Cameroun, qui a le souci et le désir d'être vu aux yeux du monde comme le moteur de l'Afrique centrale. Si la réponse est négative, nous allons nous efforcer de proposer des actions pragmatiques qui pourraient être utiles pour le triangle national en vue d'éradiquer la pauvreté. Mais avant cela, nous allons dire ce qu'est effectivement la pauvreté.

I- DEFINITION DE LA PAUVRETE

L'on pourrait définir la pauvreté comme étant le manque ou l'impossibilité d'avoir des ressources nécessaires à la vie. Toutefois, les institutions de Bretton Woods ont trouvé d'autres définitions.

Un pays pauvre est un pays où le taux de mortalité infantile est élevé (pas d'accès aux services de santé). Ce fut le cas en Gambie où la dépense par tête en médicaments était de 0,14 dollars contre 1,60 dollars recommandée par l'OMS.

Un pays pauvre est un pays où la production agricole n'arrive plus à suivre le rythme de progression démographique (1973-1980, régression de la production agricole de -0,3% et accroissement de la population de l'Afrique sub-saharienne de 2,8%.

L'Afrique possède moins de 1% du commerce mondial : c'est un critère de pauvreté.

Les dettes extérieures très lourdes représentent un critère de pauvreté. Ainsi, en 1992, le Mozambique accumulait une dette qui correspondait au quadruple de son PNB or, le Cameroun plus sage, a contenu sa dette à 27% de son PIB.

Un pays pauvre est un pays menacé par les maladies telles que le paludisme, le SIDA. Le SIDA par exemple décime chaque année les forces vives du continent en général car il touche dans la plupart des cas, la couche de la population qui fait tourner l'économie (de 20 à 45 ans).

II- ACTIONS PRATIQUES POUVANT ETRES MENEES POUR REDUIRE LA PAUVRETE AU CAMEROUN

Les acteurs de la vie socio-économique culturelle et politique doivent se mettre au travail ceci dans un climat de pax et de sérénité afin de joindre les paroles aux actes. Kwame Nkrumah disait encore : « *théorie sans pratique est vide et pratique sans théorie est aveugle* ».

Pour arriver à réduire la pauvreté, le gouvernement doit :

Centrer tous ses efforts sur l'amélioration des politiques d'éducation. Ceci en créant des conditions favorables à l'éducation des jeunes camerounais, notamment la construction des écoles primaires, secondaires, grandes écoles et universités, favoriser la professionnalisation des études supérieures afin de garantir un emploi aux jeunes camerounais à la sortie des écoles. Créer des solutions favorables visant à inciter les jeunes camerounais à rester au pays pendant et après les études. Ceci aura pour but d'éviter l'émigration des cerveaux vers les pays étrangers porteurs d'avenir pour ceux-ci. Si les forces vives de la nation ne font rien dans ce sens, le Cameroun risquerait de se trouver dans la situation semblable à celle de l'Afrique toute entière détruite par la traite négrière. Toutefois, chaque camerounais à son niveau doit des cultiver psychologiquement et physiquement pour faire face aux difficultés qu'il rencontrera de s'en sortir.

Equiper des centres de santé et institutions des hôpitaux publics afin de permettre aux populations d'avoir accès aux soins sans trop de peine. En outre, le gouvernement doit inciter les investisseurs à créer des hôpitaux pour assurer une couverture sanitaire à toute la population. L'Etat a intérêt à financer les travaux de recherche scientifique dans le but de favoriser nos chercheurs à aider la population entière.

Investir dans les infrastructures routières pour permette une bonne circulation des biens, des hommes, de l'information et donc de la richesse. Ainsi, des routes aménagées qui relient les villages productifs de l'Est et le Centre auront un grand impact sur la productivité agricole dans la mesure où les producteurs du café, cacao auront des moyens pour écouler leurs produits. Les touristes pourront visiter les sites touristiques que regorgent ces villages. Tout ceci aura pour objectif d'assainir l'économie camerounaise et donc, d'augmenter son taux de croissance.

Œuvrer de façon à ce que la production énergétique soit importante dans le pays. Notamment en créant de nouveaux barrages hydroélectriques.

Privilégier les aides relatives au financement des infrastructures routières qui à court terme, développent le pays (comme l'a dit Abdoulaye Wade lors du sommet du développement de l'Afrique à Tokyo du 27 au 30 septembre 2003).

Les pouvoirs publics doivent supprimer la boulimie des dépenses somptuaires : achat de grosses voitures (VX), avions privés, construction de vastes châteaux inutiles pour la nation. Ils doivent éviter le goût permanent pour les éléphants blancs (choisir des projets adaptés aux pays pauvres afin de mieux contrôler la situation plutôt que de choisir ceux adaptés aux pays industrialisés qui n'auront que pour but de nous ruiner (accroissement des charges financières, non fiabilité de ces projets). Ils doivent renforcer la lutte contre la corruption à tous les niveaux afin que la responsabilité de chacun soit engagée.

Le gouvernement doit créer davantage un climat favorable aux investissements en allégeant par exemple la fiscalité. Ainsi, les investisseurs étrangers et les nationaux seront encouragés à investir dans un pays comme le Cameroun où y règne la paix et y fait bon vivre.

L'Etat doit encourager les populations rurales et urbaines à se lancer vivement dans l'agriculture en leur donnant des moyens de financement de ce secteur. Car à l'horizon 2020, l'Afrique aura besoins de 410 millions de tonnes de maïs et ne pourra produire que 40% si l'état actuel de l'agriculture reste statique. La SODECAO doit travailler aussi avec le gouvernement pour fournir aux agriculteurs le matériel de travail (insecticide, tracteurs, engrais...).

Les banques camerounaises sont en surliquidité (près de 1000 milliards de francs). Cependant, elles n'accordent pas toujours les crédits aux opérateurs économiques camerounais qui ont le souci de créer des entreprises pourvoyeuses et créatrices de richesse. Celles-ci demandent des garanties et posent des conditions pas faciles à remplir. Or, en Europe et aux Etats-Unis, il existe des banques et des organisations spécialisées qui accordent des crédits à court, moyen et long terme aux promoteurs d'entreprises.

Monter rapidement le Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP). Avec pour objectif la réduction de moitié de la pauvreté des populations à l'horizon 2015.

Exploiter les atouts qu'a le Cameroun pour attirer les capitaux étrangers :

- Stabilité politique, paix dans le pays
- Main d'œuvre abondante, disponible et qualifiée.
- Opportunité d'investir offertes par les privatisations des entreprises.
- Sous sol riche : minerais de fer, bauxite, pétrole, gaz...
- La zone franche industrielle accorde des avantages fiscaux et douaniers aux investisseurs.

En 1998, l'endettement total du Cameroun était de 5 000 milliards de francs CFA de dette extérieure. Le club de Paris a annulé une partie de la dette bilatérale. Le Cameroun doit œuvrer pour bénéficier de ce genre d'avantages.

Continuer le processus de privatisation des entreprises publiques. Ceci aura pour objectif d'assainir la gestion de ces entreprises, faire entrer des devises dans le pays, favoriser les recrutements sur la base des compétences réelles et objectives diminuer la corruption. L'ancien premier ministre Peter Mafany Mussonge a justement dit « Nous avons passé le flambeau du développement au secteur privé ».

Les pouvoirs publics avec le MINSANTE doivent réglementer et normaliser la médecine traditionnelle afin de soigner les maladies qui ne trouvent pas de solution dans la médecine moderne (initier la médecine chinoise).

Réduction du taux de mortalité infantile

Mise en place d'un code d'investissement touristique afin de développer le tourisme au Cameroun, moyen de revenu.

Développer le secteur informel pour résoudre le problème de chômage.

Créer des sources de revenu afin d'éviter la trilogie du malheur (faible revenu – faible épargne – faible investissement et surendettement pessimiste).

CONCLUSION

Le bilan économique du Cameroun est particulièrement critique : c'est d'abord et avant tout la position déplorable qu'il occupe dans la sphère mondiale en matière de pauvreté. C'est la spirale de l'appauvrissement qui se caractérise par la sous productivité, source de revenus insuffisants et d'investissement déficient. C'est ensuite le comportement passif, avare et corrompu des décideurs camerounais qui est à l'origine de cette spirale vit actuellement la nation : taux de chômage sans cesse croissant, la productivité agricole ne suit pas le rythme de la progression démographique. Le nombre de paludéens augmente chaque année, le taux de prévalence du SIDA est croissant.